

## Le Groupe Financier Banque TD présente d'excellents résultats pour le premier trimestre

### Points saillants financiers du premier trimestre

- Le revenu dilué par action comme présenté<sup>1</sup> s'est établi à 0,88 \$ contre 0,50 \$ pour le premier trimestre de 2003.
- Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels<sup>2</sup> a été de 1,15 \$ par rapport à 0,70 \$ au premier trimestre de 2003.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté s'est dégagé à 20 % comparativement à 11 % pour le premier trimestre de 2003.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels a atteint 26 % en regard de 16 % au premier trimestre de 2003.
- Le revenu net comme présenté s'est établi à 603 millions de dollars contre 347 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 782 millions de dollars, en regard de 480 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice.

Les chiffres du revenu dilué par action présentés ci-dessus comprennent les éléments qui suivent :

- l'élimination, pour le portefeuille de prêts secondaires, de provisions sectorielles de 200 millions de dollars avant impôts et taxes (20 cents par action);
- l'incidence de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-13, qui a donné lieu à une perte de 13 millions de dollars après impôts et taxes ((2) cents par action);
- l'incidence des futures augmentations d'impôts, entraînant une perte de 52 millions de dollars ((8) cents par action) comme présentée ou une hausse des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels de 17 millions de dollars (3 cents par action).

<sup>1</sup> Les résultats comme présentés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

<sup>2</sup> Pour plus de clarté, nous avons amélioré le descripteur «résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse», auparavant employé, en utilisant à présent l'expression «résultats avant l'amortissement des actifs incorporels». Les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et les résultats comme présentés figurant dans le présent rapport sont expliqués en détail à la page 3 à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

**TORONTO – 26 février 2004** – Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2004. Les résultats du trimestre reflètent la croissance soutenue des revenus des Services bancaires personnels et commerciaux et l'excellente performance de Gestion de patrimoine et des Services bancaires en gros. La Banque a aussi annoncé une augmentation du dividende trimestriel de 2 cents, le portant à 34 cents, soit une hausse de 6 % par action ordinaire entièrement libérée pour le trimestre terminé le 30 avril 2004, payable au plus tôt le 30 avril 2004.

«Ce trimestre, nos trois entreprises ont démontré leur robustesse et leur capacité à exécuter leurs stratégies avec succès, a affirmé W. Edmund Clark, président et chef de la direction du GFBTD. Cette deuxième augmentation du dividende en un an traduit la confiance du conseil d'administration quant à la durabilité de notre rendement financier.» M. Clark a aussi souligné que le capital de catégorie 1 de la Banque a atteint 10,9 % ce trimestre, par rapport à 8,5 % à la fin du premier trimestre de 2003.

## RENDEMENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ AU PREMIER TRIMESTRE

### Services bancaires personnels et commerciaux

Les Services bancaires personnels et commerciaux de TD Canada Trust ont enregistré des résultats vigoureux pour le trimestre, portés par la forte croissance des revenus en 2003.

«La croissance constante des revenus, ajoutée à des recouvrements de pertes sur créances plus élevés que prévu du côté des services bancaires commerciaux, a propulsé les revenus à des niveaux exceptionnels pour le trimestre, a indiqué M. Clark. Les employés de TD Canada Trust ont traité des volumes d'affaires encourageants ce trimestre, notamment en termes de prêts immobiliers garantis et de contacts-clients amorcés par Gestion de patrimoine.»

L'engagement maintenu d'améliorer l'efficacité tout en maintenant une grande satisfaction de la clientèle a permis de hausser l'efficacité à 58 % ce trimestre, alors qu'elle était de 59 % (au même trimestre) il y a un an.

L'acquisition de 57 succursales de services de détail de la Banque Laurentienne en Ontario et dans l'ouest du Canada a ajouté un point de pourcentage à la croissance des revenus ce trimestre, pendant que l'intégration des succursales se poursuit comme prévu.

En janvier, le GFBTD a annoncé la signature d'une entente en vue de permettre à TD Meloche Monnex d'acquérir les activités canadiennes d'assurance de dommages aux particuliers du Groupe Liberté Mutuelle dont le siège est à Boston. L'acquisition devrait être conclue en avril 2004 et elle devrait contribuer modestement aux bénéfices du GFBTD en 2004. L'acquisition fait de TD Meloche Monnex le plus important assureur de dommages par marketing direct du Canada et l'un des quatre grands au pays de l'assurance de dommages aux particuliers, avec plus de 1,3 million de titulaires de police et des primes souscrites totalisant 1,4 milliard de dollars.

### Gestion de patrimoine

L'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque a produit des résultats solides au premier trimestre. Le volume du courtage à escompte a nettement grimpé au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, les investisseurs renouant en force avec les marchés.

Les ventes de fonds communs de placement se sont aussi beaucoup intensifiées depuis le trimestre précédent. «Les ouvertures de comptes

et la croissance des actifs dans les comptes existants ont été particulièrement encourageantes ce trimestre, a expliqué M. Clark. Ainsi, nous sommes heureux d'annoncer que le GFBTD a atteint en janvier un nouveau record d'actifs sous gestion dans les fonds communs de placement, soit plus de 33 milliards de dollars.»

Ce trimestre, Conseils de placement et Planification financière de TD Waterhouse ont joué un rôle de taille dans l'obtention de nouveaux actifs sous gestion. Ces entreprises continuent de combler les attentes de la Banque et profitent des contacts-clients amorcés par le réseau de détail.

L'écart entre les revenus et les dépenses s'est élargi légèrement ce trimestre, malgré des investissements en marketing, technologie et développement de produits.

### Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros ont eux aussi produit d'excellents résultats ce trimestre. Par leur solidité, les marchés des actions ont contribué à la bonne performance dégagée pour les placements d'actions et aux robustes volumes d'opérations sur valeurs, qui ont amené des revenus de commission élevés. Les marchés du crédit se sont raffermis par rapport au trimestre précédent. Le rétrécissement des marges de même que la liquidité ont renforcé les revenus tirés des activités de crédit.

Après une vaste restructuration l'an dernier, les activités portant sur les options sur actions ont été lucratives ce trimestre. Les revenus tirés des portefeuilles de placements-actions ont dépassé ceux de l'an dernier pour le même trimestre, compte tenu de gains nets sur valeurs mobilières plus élevés. Quant aux titres de créance, les actifs liés aux prêts ont baissé par rapport à il y a un an.

«Les Services bancaires en gros ont surpassé nos attentes pour le trimestre et ils ont profité de l'étonnante reprise des marchés financiers pour stimuler leurs résultats, a précisé M. Clark. Nous sommes heureux de cette performance, mais ne prévoyons pas que le rythme de reprise se maintiendra jusqu'à la fin de l'exercice.»

### Siège social

Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-13 sur les activités de couverture est entrée en vigueur. La NOC-13 oblige la Banque à constater à la valeur marchande la protection de crédit souscrite pour son portefeuille de prêts aux grandes sociétés, de sorte qu'une perte de 2 cents par action a été comptabilisée ce trimestre. La Banque s'attend à ce que la NOC-13 crée une certaine volatilité périodique des profits et pertes, surtout en ce qui touche la protection de crédit. Cette volatilité n'est toutefois représentative ni des caractéristiques économiques du portefeuille de prêts aux grandes sociétés ni de la performance de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires en gros.

Le portefeuille de prêts secondaires a permis d'annuler des provisions sectorielles de 200 millions de dollars ce trimestre. L'abandon de ce portefeuille progressant plus vite que prévu, c'est le secteur Siège social qui rendra désormais compte du rendement du portefeuille.

### CONCLUSION

«Ce trimestre, toutes nos entreprises ont clairement su exécuter avec succès leurs stratégies et livrer une valeur plus constante pour les actionnaires, a indiqué M. Clark. Ces succès dès le début de l'exercice nous encouragent, et nous restons engagés à poursuivre sur notre lancée au cours des trimestres à venir.»

**Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives**

*De temps à autre, la Banque fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales, y compris dans le présent rapport, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Les déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de la Banque, ainsi que la performance financière prévue de la Banque. Les déclarations prospectives se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «pouvoir» et les verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à ces déclarations sont de nature générale ou spécifique et peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les déclarations prospectives. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment, de crédit, de marché, d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation et autres présentés dans le rapport de gestion du présent rapport et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC, y compris le Rapport annuel de 2003 de la Banque; les conditions économiques et commerciales générales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où la Banque exerce des activités; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires; le degré de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; les modifications aux lois ou à la réglementation; la précision et l'intégralité des informations que la Banque recueille à l'égard des clients et des contreparties; la conception de nouveaux produits et services et le moment où ils sont lancés sur le marché; la capacité de la Banque à réaliser et à intégrer les acquisitions; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la fiabilité de tiers à fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la Banque; l'évolution de la technologie; les modifications des lois fiscales; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs; l'incidence possible sur les activités de la Banque des conflits internationaux, du terrorisme ou de catastrophes naturelles comme des séismes; la capacité de la direction à prévoir et à gérer les risques associés à ces facteurs et à réaliser les stratégies de la Banque dans un contexte de gestion rigoureuse des risques. Cette liste n'est pas exhaustive de tous les facteurs possibles. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section débutant à la page 32 du Rapport annuel de 2003 de la Banque à l'égard de l'incidence que pourraient avoir sur les résultats réels certains facteurs clés. Le lecteur doit examiner ces facteurs et autres attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux déclarations prospectives de la Banque. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des déclarations prospectives, écrites ou verbales, qui peuvent être faites de temps à autre par nous ou en notre nom.*

## RAPPORT DE GESTION

---

**Présentation de l'information financière de la Banque**

La Banque dresse ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, qui sont présentés aux pages 11 à 19 du présent rapport du premier trimestre aux actionnaires. La Banque désigne les résultats dressés selon les PCGR comme étant les résultats «comme présentés».

La Banque utilise également les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la Banque déduit l'amortissement des actifs incorporels des résultats comme présentés. Auparavant, la Banque présentait ses résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Étant donné que la seule distinction entre les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés en 2003 était l'amortissement des actifs incorporels (il n'y avait pas d'éléments exceptionnels), la Banque utilise maintenant les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels car ils décrivent mieux cette mesure.

L'amortissement des actifs incorporels de la Banque se rapporte en grande partie à l'acquisition de Canada Trust au cours de l'exercice 2000. La Banque exclut l'amortissement des actifs incorporels, puisque cette approche assure un traitement comparable avec celui de l'écart d'acquisition, qui n'est pas amortissable. Par conséquent, la Banque estime que les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels procurent au lecteur un aperçu de ses résultats permettant une comparaison significative d'une période à l'autre.

Comme il est expliqué, les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels sont différents des résultats présentés selon les PCGR. L'expression «résultats avant l'amortissement des actifs incorporels» et les termes connexes utilisés dans le présent rapport ne sont pas définis dans les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau de la page suivante présente un rapprochement des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés de la Banque.

**Rapprochement des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés** (non vérifié)

(en millions de dollars)	<i>Pour les trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2004</b>	31 janvier 2003
Revenu d'intérêts net	<b>1 476 \$</b>	1 390 \$
Provision pour (recouvrements des) pertes sur créances	<b>(104)</b>	112
Autres revenus	<b>1 313</b>	1 169
Frais autres que d'intérêts	<b>1 755</b>	1 745
<b>Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>1 138</b>	702
Provision pour impôts sur les bénéfices	<b>333</b>	199
Part des actionnaires sans contrôle	<b>23</b>	23
<b>Revenu net avant amortissement des actifs incorporels et dividendes sur actions privilégiées</b>	<b>782 \$</b>	480 \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>179</b>	133
<b>Revenu net</b>	<b>603 \$</b>	347 \$
Dividendes sur actions privilégiées	<b>21</b>	23
<b>Revenu net applicable aux actions ordinaires – comme présenté</b>	<b>582 \$</b>	324 \$
(en dollars)		
Revenu net de base par action ordinaire – comme présenté	<b>0,89 \$</b>	0,50 \$
Revenu net dilué par action ordinaire – comme présenté	<b>0,88</b>	0,50
Revenu net de base par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels	<b>1,16</b>	0,71
Revenu net dilué par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels	<b>1,15</b>	0,70

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

**Revenu net**

Le revenu net comme présenté s'est établi à 603 millions de dollars pour le premier trimestre contre 347 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le résultat de base par action comme présenté s'est élevé à 0,89 \$ en regard de 0,50 \$ pour la période correspondante du dernier exercice. Le résultat dilué par action comme présenté a atteint 0,88 \$ pour le trimestre par rapport à 0,50 \$ il y a un an. Le rendement du total de l'avoire en actions ordinaires a été de 20 % pour le trimestre contre 11 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels pour le trimestre s'est dégagé à 782 millions de dollars comparativement à 480 millions de dollars pour le trimestre correspondant du dernier exercice. Le résultat de base par action avant l'amortissement des actifs incorporels a été de 1,16 \$ contre 0,71 \$ il y a un an. Le résultat dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 1,15 \$ pour le trimestre en regard de 0,70 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoire en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 26 % pour le trimestre contre 16 % il y a un an.

### Profit économique et rendement du capital investi

La Banque recourt au profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le profit économique correspond au revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels moins une imputation au titre du capital investi moyen et les dividendes sur actions privilégiées. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires plus le montant cumulatif après impôts et taxes des actifs incorporels amortis à la date de présentation de l'information financière. Le taux utilisé pour l'imputation au titre du capital investi correspond au coût en capitaux propres déterminé au moyen du modèle d'établissement des prix des immobilisations. L'imputation représente le rendement exigé pour les porteurs d'actions ordinaires. La Banque vise à atteindre un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est obtenu en divisant le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels, moins les dividendes

sur actions privilégiées, par le capital moyen investi. Le RCI est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût en capitaux propres. Le RCI et le coût en capitaux propres sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Lorsque le RCI excède le coût en capitaux propres, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de générer un RCI supérieur au coût en capitaux propres.

Le profit économique et le RCI ne sont pas des termes définis dans les PCGR. Par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau ci-après présente un rapprochement du profit économique de la Banque et du revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels. Les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et les termes connexes sont décrits à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

### Rapprochement du profit économique et du revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels

(en millions de dollars)	<i>Pour les trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2004</b>	31 janvier 2003
Avoir moyen en actions ordinaires	<b>11 665 \$</b>	11 607 \$
Montant cumulatif moyen de l'écart d'acquisition/de l'amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>2 666</b>	2 261
Capital investi moyen	<b>14 331 \$</b>	13 868 \$
Taux d'imputation au titre du capital investi	<b>10,7 %</b>	10,9 %
Imputation au titre du capital investi	<b>(385)</b>	(381)
Revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels moins les dividendes sur actions privilégiées	<b>761</b>	457
Profit économique	<b>376 \$</b>	76 \$
Rendement du capital investi	<b>21,1 %</b>	13,1 %

### Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net comme présenté a atteint 1 476 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 86 millions de dollars en regard du même trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du revenu d'intérêts net tient surtout au fait que la composante revenu lié aux activités de négociation des Services bancaires en gros comprenait une proportion plus élevée de revenu d'intérêts net que de revenu de négociation au cours du trimestre, en partie en raison de l'accroissement du revenu de dividendes. Le revenu d'intérêts net de Gestion du patrimoine s'est également accru, sous l'effet de l'augmentation des prêts sur marge, mais la hausse a été contrebalancée dans une certaine mesure par le recul des intérêts créditeurs gagnés sur des actifs en baisse dans le portefeuille de prêts secondaires enregistré dans le secteur Siège social.

Depuis le début de l'exercice 2004, la Banque n'établit plus son revenu d'intérêts net en équivalence fiscale (É.F.) pour l'ensemble de la Banque. L'É.F. est une mesure qui n'est pas utile à cette échelle. Cependant, pour ce qui est de l'information sectorielle, la Banque continue de présenter le revenu d'intérêts net en équivalence fiscale. Pour en savoir plus, lire le préambule du rapport de gestion des entreprises de TD, à la page 9.

### Autres revenus

Les autres revenus comme présentés se sont élevés à 1 313 millions de dollars pour le trimestre, soit une montée de 144 millions de dollars ou 12 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

L'accroissement des autres revenus reflète la hausse des revenus de courtage autogéré de 56 millions de dollars ou 24 % comparativement à il y a un an.

Le portefeuille de valeurs du compte de placement a réalisé des gains nets de 45 millions de dollars au cours du trimestre contre 5 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice, en raison de l'augmentation des gains nets sur les valeurs mobilières. Dans l'ensemble, le portefeuille de valeurs du compte de placement avait un excédent de 412 millions de dollars par rapport à sa valeur comptable, en regard de 369 millions de dollars à la fin de 2003. Les revenus tirés des marchés financiers (qui comprennent les revenus liés aux fusions et acquisitions, à la prise ferme et aux commissions sur les ventes d'actions) ont monté de 25 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, reflet de l'intensification des activités sur le marché des actions.

Cependant, le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a diminué de 103 millions de dollars ou 79 % en regard de la même période du dernier exercice, en partie à cause des pertes liées aux swaps de défauts de crédit découlant de l'adoption de la nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité sur les relations de couverture (se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires). Le reste de la baisse est attribuable à la proportion du revenu d'intérêts net et du revenu de négociation dans les activités de négociation.

Sous l'effet de la hausse des actifs titrisés, le revenu tiré des titrisations de prêts a grimpé de 64 millions de dollars par rapport à il y a un an. En outre, les revenus tirés des assurances ont augmenté de 19 millions de dollars ou 21 % en regard du même trimestre du dernier exercice. De plus, les pertes sur les instruments dérivés et sur les ventes de prêts ont reculé de 50 millions de dollars au cours de la même période de l'exercice précédent, s'établissant à 3 millions de dollars pour le trimestre.

### Frais autres que d'intérêts

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels pour le trimestre ont fait un bond de 10 millions de dollars pour atteindre 1 755 millions de dollars par rapport au même trimestre du dernier exercice.

L'augmentation des frais est attribuable aux coûts associés à l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne et à l'accroissement des charges de rémunération variable des Services bancaires en gros. L'augmentation a été contrebalancée par une réduction des frais amenée par la diminution de la charge de rémunération des dirigeants dans le secteur Siège social et par les stratégies de compression des coûts de Gestion du patrimoine et des Services bancaires personnels et commerciaux. Les frais comme présentés ont fléchi de 32 millions de dollars par rapport à il y a un an, s'établissant à 1 925 millions de dollars. Au premier trimestre de 2004, l'incidence de l'amortissement des actifs incorporels sur les frais avant impôts et taxes comme présentés de la Banque a été de 170 millions de dollars contre 212 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice.

L'efficacité de la Banque avant l'amortissement des actifs incorporels s'est améliorée, atteignant 62,9 % pour ce trimestre par rapport à 68,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations de la composition des affaires a une incidence sur l'efficacité consolidée de la Banque. L'efficacité est considérée comme une mesure plus pertinente pour les Services bancaires personnels et commerciaux, dont l'efficacité avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établie à 58,0 % au cours du trimestre contre 59,0 % il y a un an. L'efficacité globale comme présentée de la Banque s'est améliorée, se hissant à 69,0 % en regard de 76,5 % il y a un an.

### Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel de la Banque selon les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 29,3 % pour le trimestre contre 28,3 % pour la période correspondante du dernier exercice. Le taux d'imposition réel comme présenté a atteint 35,3 % pour le trimestre comparativement à 24,5 % il y a un an. La variation du taux réel tient surtout à une modification du taux d'imposition prévu par la loi en Ontario.

La hausse à 14 % en date du 1<sup>er</sup> janvier 2004 du taux d'imposition prévu par la loi en Ontario a donné lieu à des passifs d'impôts futurs de 69 millions de dollars relatifs aux actifs incorporels, contrebalancés par des actifs d'impôts futurs de 17 millions de dollars.

## Bilan

Le total de l'actif atteignait 316 milliards de dollars à la fin du trimestre, soit 43 milliards de dollars ou 16 % de plus qu'au 31 octobre 2003. L'accroissement des positions des valeurs du compte de placement et du compte de négociation représentait respectivement 7 milliards de dollars et 17 milliards de dollars de cette augmentation, et les valeurs achetées en vertu de prises en pension, 10 milliards de dollars. Les prêts personnels, y compris les titrisations, ont grimpé de 2 milliards de dollars depuis la fin de l'exercice pour atteindre 51 milliards de dollars. À la fin du trimestre, les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, étaient toujours au même niveau, soit à 72 milliards de dollars, en regard de la fin de l'exercice. Les actifs titrisés montés par la Banque ne figurant pas au bilan étaient de 19 milliards de dollars contre 18 milliards de dollars au 31 octobre 2003.

Les dépôts de gros ont fait un bond de 21 milliards de dollars et les valeurs vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat se sont accrues de 14 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2003. Les dépôts personnels sans terme ont grimpé de 2 milliards de dollars, tandis que les dépôts personnels à terme ont reculé de 1 milliard de dollars.

La Banque a également conclu pour le compte de clients des opérations structurées qui ont donné lieu à la comptabilisation au bilan consolidé intermédiaire de la Banque d'actifs pour lesquels le risque de marché a été transféré à des tiers au moyen de swaps sur le rendement total. Au 31 janvier 2004, les actifs visés par ces arrangements s'élevaient à 13 milliards de dollars contre 13 milliards de dollars au 31 octobre 2003. La Banque assume également un risque de marché pour certains actifs par l'entremise de swaps sur le rendement total, et ce, sans acheter directement les instruments de liquidités. Les actifs visés par ces arrangements atteignaient 6 milliards de dollars au 31 janvier 2004 contre 6 milliards de dollars au 31 octobre 2003. Le risque de marché pour toutes ces positions est suivi et surveillé, et les organismes de réglementation exigent le maintien de capital au titre du risque de marché.

## Gestion des risques

### Risque de crédit et provision pour pertes sur créances

Au cours du trimestre, la Banque a annulé 104 millions de dollars de pertes sur créances alors qu'elle avait constitué une provision de 112 millions de dollars il y a un an. La diminution de la provision pour pertes sur créances au cours du trimestre est presque entièrement attribuable à l'annulation de 200 millions de dollars de provisions globales sectorielles établies précédemment pour le portefeuille de prêts secondaires. Cette baisse a été quelque peu contrebalancée par les provisions pour pertes sur créances constituées par les Services bancaires personnels et commerciaux au cours du trimestre. La Banque a viré 64 millions de dollars des provisions globales sectorielles aux provisions globales spécifiques.

### Risque de taux d'intérêt

La Banque gère le risque de taux d'intérêt relatif au portefeuille des activités autres que de négociation de sorte à obtenir des revenus stables et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de «couverture intégrale» pour gérer la rentabilité de ses positions d'actifs et de passifs. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- contrer l'incidence du risque de taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique des Services bancaires personnels et commerciaux;
- mesurer la contribution de chaque produit compte tenu d'un rajustement en fonction du risque et d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 31 janvier 2004, une baisse immédiate et maintenue de 100 points de base des taux aurait réduit de 26 millions de dollars après impôts et taxes la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

### Risque d'illiquidité

La Banque a assez de liquidités pour financer ses obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance dans le cours normal des activités et compte tenu de différents scénarios de contraintes, y compris un scénario de base définissant le montant minimal requis devant être détenu en tout temps. La position d'actifs liquides excédentaires comprend le total des actifs liquides moins les financements de gros venant à échéance de la Banque, les retraits possibles de dépôts non en gros et les engagements éventuels venant à échéance dans 90 jours. Au 31 janvier 2004, notre position d'actifs liquides excédentaires consolidée jusqu'à 90 jours s'établissait à 3,4 milliards de dollars canadiens, comparativement à une position d'actifs liquides excédentaires de 8,7 milliards de dollars canadiens au 31 octobre 2003. La Banque s'assure qu'elle a suffisamment de fonds disponibles pour respecter ses obligations en gérant ses flux de trésorerie et en détenant en dollars canadiens et américains ainsi que dans d'autres devises des actifs très liquides qui peuvent être facilement convertis en espèces. La Banque gère les liquidités à l'échelle mondiale, ce qui assure une gestion prudente du risque d'illiquidité dans toutes ses activités. Outre une grande réserve de dépôts stables de détail et commerciaux, la Banque a un programme actif de financement de gros, qui comprend la titrisation d'actifs. Ce financement est très diversifié quant à la provenance, au type, à la monnaie et à l'emplacement géographique.

### Risque de marché

La Banque gère le risque de marché dans ses comptes de négociation en utilisant plusieurs contrôles clés. La politique relative au risque de marché de la Banque fixe des limites précises pour chaque activité de négociation, y compris la valeur à risque, les scénarios de contraintes, les limites d'ordre stop, et les limites de sensibilité des profits et pertes à divers facteurs du marché. Les contrôles de politique sont accrus par une surveillance active effectuée par le personnel autonome responsable du risque de marché et par la soumission de fréquents rapports à la direction. La valeur à risque est un seuil de perte statistique qui ne doit

pas être dépassé en moyenne plus d'une fois par 100 jours. Elle sert aussi à calculer le capital réglementaire aux fins du risque de marché. Le tableau ci-après présente l'utilisation de la valeur à risque moyenne et de fin de trimestre pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2004 ainsi que les moyennes de l'exercice 2003. La Banque revérifie sa valeur à risque en la comparant au revenu de négociation net quotidien. Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2004, le revenu de négociation net quotidien a été positif pour 98,4 % des jours de négociation. Les pertes n'ont jamais dépassé la valeur à risque statistiquement prévue de la Banque pour le total de nos activités de négociation.

### Utilisation de la valeur à risque – Services bancaires en gros

(en millions de dollars)	<i>Pour les trois mois terminés le</i>	<i>Pour les trois mois terminés le</i>	<i>Pour les douze mois terminés le</i>
	31 janvier 2004 À cette date	31 janvier 2004 Moyenne	31 octobre 2003 Moyenne
Risque de taux d'intérêt	(12,7) \$	(11,4) \$	(17,0) \$
Risque sur actions	(8,6)	(7,5)	(6,8)
Risque de change	(1,8)	(2,0)	(2,9)
Risque sur marchandises	(0,6)	(0,9)	(0,9)
Effet de diversification	8,3	6,8	10,2
Valeur globale à risque	(15,4) \$	(15,0) \$	(17,4) \$

### Capital

Au 31 janvier 2004, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque était de 10,9 % contre 10,5 % au 31 octobre 2003. Les actifs pondérés en fonction des risques ont augmenté de 2 milliards de dollars ou 2 % par rapport au 31 octobre 2003 et le capital de catégorie 1 a monté de 0,6 milliard de dollars ou 5 % en regard du 31 octobre 2003. En outre, le total du capital a progressé de 0,2 milliard de dollars ou 1 % par rapport au 31 octobre 2003. Cette progression a été enregistrée malgré la déduction des instruments de capitaux propres détenus dans les portefeuilles de négociation des Services bancaires en gros (comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires). Les déductions du capital de catégorie 2 ont augmenté de

0,3 milliard de dollars afin de constater le niveau de propriété ou de contrôle par droits de vote que la Banque détient dans un certain nombre de ses placements considérés comme importants.

Au cours du premier trimestre de 2004, la Banque a remboursé 150 millions de dollars de débetures convertibles qui étaient venues à échéance. De plus, le 22 janvier 2004, la Banque a annoncé son intention, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto aux fins du rachat d'un maximum de 10 millions d'actions ordinaires représentant environ 1,5 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 31 décembre 2003.



## RAPPORT DE GESTION DES ENTREPRISES DE TD

L'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de chaque entreprise reflètent les revenus, les charges, les actifs et les passifs des activités de l'entreprise. Cette organisation permet à la Banque et aux lecteurs de la présente information financière de mieux comprendre le volet économique des entreprises de la Banque, leurs produits et leurs canaux de prestation de services. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque entreprise en fonction des revenus avant l'amortissement des actifs incorporels et elle indique, le cas échéant, que les mesures sont présentées avant l'amortissement des actifs incorporels. Par exemple, l'amortissement des actifs incorporels n'a pas d'incidence sur les revenus, mais il en a sur les frais. Cette mesure n'a de pertinence que pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux et Gestion de patrimoine étant donné qu'aucuns actifs incorporels ne sont attribués aux secteurs Services bancaires en gros et Siège social. Pour en savoir davantage, consultez la section Présentation de l'information financière de la Banque du Rapport de gestion de la Banque en page 3. Pour obtenir des renseignements sur les mesures retenues par la Banque en matière de profit économique et de rendement d'exploitation du capital investi, lisez la page 5 du Rapport de gestion. Des informations sectorielles paraissent également à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque.

Le revenu d'intérêts net, surtout dégagé par les Services bancaires en gros, est établi en équivalence fiscale (É.F.), ce qui signifie que la valeur du revenu non imposable ou exonéré d'impôts et de taxes comme les dividendes est rajustée à sa valeur avant impôts et taxes. La direction évalue les stratégies d'après l'É.F. Cela permet à la Banque de mesurer de façon uniforme le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts, et d'effectuer une comparaison plus pertinente du revenu d'intérêts net par rapport à celui d'autres sociétés semblables.

### Services bancaires personnels et commerciaux

Les Services bancaires personnels et commerciaux ont de nouveau enregistré une croissance de plus de 10 % de leurs revenus tout en continuant de faire croître les revenus plus vite que les dépenses. Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 359 millions de dollars pour le premier trimestre, soit une hausse de 50 millions de dollars ou 16 % en regard du même trimestre de 2003. Le rendement du capital investi s'est raffermi, passant de 18 % l'an dernier à 20 %, la croissance des revenus ayant dépassé l'augmentation modeste de 4 % du capital investi moyen. Les Services bancaires personnels et commerciaux ont continué de créer une valeur appréciable pour les actionnaires en générant un profit économique de 191 millions de dollars pour le trimestre, une amélioration de 43 millions de dollars par rapport à il y a un an.

La croissance des revenus a atteint 59 millions de dollars, ou 4 % de plus qu'au même trimestre de 2003, une amélioration par rapport au taux de croissance de 1 % en 2003. L'acquisition de succursales de la Banque Laurentienne et la hausse des ventes en succursale de fonds communs de placement expliquent principalement cette amélioration du taux de croissance des revenus, l'acquisition auprès de la Banque Laurentienne représentant 1 % de cette amélioration. Les Services bancaires personnels et commerciaux ont aussi profité d'une montée notable des revenus tirés des assurances, des prêts immobiliers garantis

et des honoraires sur les opérations, contrebalancée en partie par la diminution des marges et le fléchissement des prêts commerciaux.

Comparativement à celui du même trimestre il y a un an (avant l'incidence de l'acquisition des succursales), le volume des prêts personnels, y compris les titrisations, a grimpé de 9 milliards de dollars ou 8 %, surtout en raison des prêts immobiliers garantis, et le volume des dépôts personnels a avancé de 2 milliards de dollars ou 3 %. Les dépôts des entreprises ont connu un essor de 2 milliards de dollars ou 8 %, et les primes brutes d'assurance souscrites se sont raffermissées de 75 millions de dollars ou 26 %. Par contre, les prêts aux entreprises et les acceptations ont régressé de 2 milliards de dollars ou 10 %. L'acquisition de succursales de la Banque Laurentienne a fait monter les volumes respectifs des prêts et des dépôts de 2 milliards de dollars chacun. En date de novembre 2003, la part de marché globale des services bancaires personnels (prêts, dépôts et fonds communs de placement) avait atteint 21,14 %, une hausse modérée par rapport à la part de 21,03 % du premier trimestre de 2003. Sans l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne, qui a ajouté 0,34 % à la part de marché globale, la part de marché aurait diminué. La satisfaction de la clientèle, mesurée par l'indice de satisfaction de la clientèle des succursales de détail, est demeurée stable à 85,8 % pour le trimestre, comparativement à 85,7 % pour le quatrième trimestre de 2003 et 85,0 % il y a un an.

Les marges sur les actifs productifs moyens sont passées de 3,36 % l'an dernier à 3,14 % en raison à la fois du contexte des faibles taux d'intérêt, de la concurrence sur le plan des prix et des préférences de la clientèle. Cette baisse s'est répercutée sur les marges des comptes d'épargne et comptes chèques, des prêts hypothécaires et des dépôts à terme. Pour le trimestre, le taux de déclin trimestriel des marges a ralenti, glissant de 0,08 % au trimestre précédent à 0,04 %.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a été diminuée de 17 millions de dollars ou 14 % par rapport à il y a un an, grâce aux recouvrements dans le portefeuille de prêts commerciaux qui ont compensé des pertes plus élevées sur les cartes de crédit. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume de prêts annualisé s'est améliorée, passant de 0,39 % à 0,32 %.

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont augmenté de 19 millions de dollars ou de 2 % comparativement au même trimestre de l'exercice précédent, dont une tranche de 15 millions de dollars était liée aux succursales de la Banque Laurentienne. Parmi les mesures adoptées pour améliorer l'efficacité, notons la fermeture de 118 succursales dans les magasins Wal-Mart au quatrième trimestre qui a entraîné une hausse de 1 % de l'efficacité avant l'amortissement des actifs incorporels qui est passée à 58,0 %.

Pour le trimestre, la croissance des revenus s'est améliorée, et ce, dans un secteur où la concurrence est vive. L'acquisition stratégique des succursales de la Banque Laurentienne a été positive et nous sommes en voie de planifier l'intégration de ces succursales au réseau de TD Canada Trust. L'acquisition récemment annoncée par TD Meloche Monnex des activités canadiennes d'assurance de dommages aux particuliers du Groupe Liberté Mutuelle permettra d'accroître les revenus d'assurance. Selon les résultats de 2003, la transaction devrait ajouter des revenus d'assurance annualisés de 90 millions de dollars et 0,4 milliard de dollars au volume annualisé des primes souscrites de TD Meloche Monnex. La clôture devrait avoir lieu en avril 2004.

## Services bancaires en gros

Le portefeuille des prêts secondaires a été transféré des Services bancaires en gros au secteur Siège social et les résultats de ces secteurs ont été retraités pour refléter le transfert. Le déclin rapide du portefeuille des prêts secondaires au cours du dernier exercice, la nature hors exploitation des revenus de ce portefeuille et l'intention d'abandonner bientôt complètement ce portefeuille rendent plus appropriée la constatation des résultats du portefeuille de prêts secondaires à l'intérieur du secteur Siège social.

Le revenu net s'est élevé à 181 millions de dollars au premier trimestre, une hausse de 24 millions de dollars par rapport à un revenu net de 157 millions de dollars un an plus tôt. Le rendement du capital investi moyen pour le trimestre a atteint 28 % contre 19 % pour le même trimestre de 2003. Le profit économique du trimestre s'est établi à 94 millions de dollars par rapport à 47 millions de dollars pour la période correspondante du dernier exercice.

Les revenus des Services bancaires en gros sont principalement tirés des prêts aux grandes entreprises, des marchés financiers et des activités d'investissement. Les revenus pour le trimestre se sont établis à 620 millions de dollars contre 590 millions de dollars pour le même trimestre il y a un an. Les revenus tirés des prêts aux grandes entreprises ont décliné comparativement aux revenus du même trimestre de 2003, reflet de la baisse marquée des actifs liés aux prêts. Les revenus gagnés par nos portefeuilles de placements en actions ont été plus élevés qu'au même trimestre du dernier exercice puisque les gains nets tirés des valeurs mobilières ont été supérieurs. Les revenus attribuables aux activités sur les marchés financiers, qui incluent les services de consultation, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution, ont donné des résultats supérieurs à ceux du trimestre de l'exercice précédent. Les services de négociation ont produit l'amélioration la plus notable. La force des marchés des actions a contribué à la hausse des revenus dégagés des services de négociation, de facilitation et de prise ferme, alors que les activités sur les marchés des titres d'emprunt ont profité du resserrement des écarts de crédit.

Les provisions pour pertes sur créances ont atteint 7 millions de dollars pour le trimestre, une augmentation de 5 millions de dollars en regard des 2 millions de dollars provisionnés au premier trimestre de 2003. Le poste Provisions pour pertes sur créances des Services bancaires en gros a été modifié ce trimestre et retraité rétroactivement afin d'inclure le coût de la protection de crédit souscrite pour la couverture du portefeuille de prêts. Aucune perte sur créances n'a été enregistrée par les Services bancaires en gros depuis le quatrième trimestre de 2002. La provision pour pertes sur créances n'est attribuée qu'aux coûts de protection de crédit. Les Services bancaires en gros détiennent actuellement une protection à l'égard de swaps de défauts de crédit d'une valeur nominale de 2,8 milliards de dollars. Le coût inclus pour ce secteur représente le coût cumulatif amorti de cette protection. La variation de la valeur marchande de cette protection, en excédent du coût cumulatif, est présentée dans le secteur Siège social, comme indiqué à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. La qualité du crédit du portefeuille demeure élevée, tous les prêts continuant de performer.

Les frais ont atteint 352 millions de dollars contre 343 millions de dollars il y a un an. Cette augmentation par rapport à l'an dernier est surtout attribuable à une hausse des charges de rémunération variable découlant d'un meilleur rendement des activités sur les marchés financiers. L'augmentation a été en partie neutralisée par la baisse des frais d'exploitation et par les économies dégagées de la restructuration du secteur américain de négociation d'options sur actions au deuxième trimestre de 2003.

Pour les Services bancaires en gros, les résultats du trimestre ont été des plus solides. Toutefois, cette performance ne tiendra pas jusqu'à la fin de l'exercice. Les Services bancaires en gros continuent de se concentrer sur l'accroissement de la part de marché au Canada, l'expansion de l'offre de produits à l'échelle mondiale, la répartition stratégique de capitaux au sein du secteur et le renforcement de la gestion des risques de marché et de crédit.

## Gestion de patrimoine

Le revenu net de Gestion de patrimoine avant l'amortissement des actifs incorporels pour le premier trimestre a atteint 115 millions de dollars, en hausse de 77 millions de dollars en regard du même trimestre il y a un an. Le rendement du capital investi pour le trimestre a été de 16 % contre 4 % au même trimestre au dernier exercice. Le profit économique pour le trimestre a atteint 29 millions de dollars alors qu'une perte de 65 millions de dollars avait été subie au dernier exercice.

Le total des revenus s'est hissé de 101 millions de dollars ou de 18 % par rapport à il y a un an pour s'établir à 675 millions de dollars. L'augmentation des revenus sur l'exercice précédent découle de hausses générales des activités de courtage à escompte, de conseils de placement et de fonds communs de placement, contrebalancées par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les résultats américains.

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont été de 499 millions de dollars au premier trimestre, une diminution de 6 millions de dollars par rapport à un an plus tôt. La hausse des frais attribuable aux volumes plus élevés a été plus que compensée par les économies découlant de la restructuration des activités internationales de TD Waterhouse au deuxième trimestre de 2003 et l'incidence de la montée du dollar canadien sur les résultats aux États-Unis. En raison de l'effet de levier inhérent à notre modèle et de l'accent mis sur la réduction des coûts en 2003, l'efficacité a grimpé à 74,0 %, une amélioration de 14 %.

Les actifs gérés ont totalisé 119 milliards de dollars, soit une augmentation de 6 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2003. Les actifs administrés ont totalisé 292 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, une croissance de 25 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2003.

Pour le trimestre, le nombre des transactions quotidiennes de courtage à escompte a atteint 135 000, une augmentation de 44 % par rapport à 94 000 au trimestre correspondant de 2003. Après la fin du trimestre, le nombre des transactions de courtage à escompte a reculé par rapport au volume de janvier, mais demeure élevé grâce à l'activité soutenue sur les marchés.

## Siège social

Comme nous l'avons mentionné, le portefeuille de prêts secondaires a été transféré des Services bancaires en gros au secteur Siège social et les résultats des secteurs ont été retraités pour refléter ce transfert.

Au cours du trimestre, le secteur Siège social a déclaré un revenu net de 127 millions de dollars. Les résultats comprennent le revenu relatif à l'annulation de 200 millions de dollars de provisions globales sectorielles constituées antérieurement pour le portefeuille de prêts secondaires (130 millions de dollars après impôts et taxes), ainsi qu'un recouvrement d'impôts de 17 millions de dollars découlant des rajustements des taux d'imposition futurs. Ces résultats ont été neutralisés en partie par une perte liée à l'incidence d'une nouvelle note d'orientation comptable concernant les relations de couverture, ainsi que par les coûts associés aux activités de trésorerie et les revenus, frais et impôts et taxes nets non répartis.

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS (non vérifié)

(en millions de dollars)	<i>Trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2004</b>	31 janvier 2003
<b>Revenu d'intérêts</b>		
Prêts	<b>1 763 \$</b>	1 934 \$
Valeurs mobilières		
Dividendes	<b>189</b>	153
Intérêts	<b>773</b>	696
Dépôts à des banques	<b>120</b>	46
	<b>2 845</b>	2 829
<b>Frais d'intérêts</b>		
Dépôts	<b>990</b>	1 133
Effets et débentures subordonnés	<b>80</b>	55
Autres obligations	<b>299</b>	251
	<b>1 369</b>	1 439
<b>Revenu d'intérêts net</b>	<b>1 476</b>	1 390
<b>Provision pour (recouvrements de) pertes sur créances (note 2)</b>	<b>(104)</b>	112
<b>Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances</b>	<b>1 580</b>	1 278
<b>Autres revenus</b>		
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	<b>611</b>	504
Commissions sur crédit	<b>91</b>	118
Gains nets sur valeurs du compte de placement	<b>45</b>	5
Revenu de négociation	<b>27</b>	130
Frais de service	<b>165</b>	155
Titrisations de prêts (note 3)	<b>111</b>	47
Revenu sur cartes	<b>49</b>	66
Assurances, déduction faite des règlements	<b>111</b>	92
Honoraires de fiducie	<b>17</b>	17
Divers	<b>86</b>	35
	<b>1 313</b>	1 169
<b>Revenu d'intérêts net et autres revenus</b>	<b>2 893</b>	2 447
<b>Frais autres que d'intérêts</b>		
Salaires et avantages sociaux	<b>943</b>	965
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	<b>147</b>	152
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	<b>120</b>	167
Amortissement des actifs incorporels	<b>170</b>	212
Divers	<b>545</b>	461
	<b>1 925</b>	1 957
<b>Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices</b>	<b>968</b>	490
<b>Provision pour impôts sur les bénéfices</b>	<b>342</b>	120
<b>Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>626</b>	370
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales</b>	<b>23</b>	23
<b>Revenu net</b>	<b>603</b>	347
<b>Dividendes sur actions privilégiées</b>	<b>21</b>	23
<b>Revenu net applicable aux actions ordinaires</b>	<b>582 \$</b>	324 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation ( <i>en millions</i> )		
De base	<b>654,8</b>	645,6
Dilué	<b>660,0</b>	649,7
Revenu par action ordinaire		
De base	<b>0,89 \$</b>	0,50 \$
Dilué	<b>0,88</b>	0,50

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

## BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

(en millions de dollars)	<i>Aux</i>	
	31 janvier 2004	31 octobre 2003
<b>Actif</b>		
<b>Liquidités</b>		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 769 \$	1 468 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 296	6 251
	<b>8 065</b>	7 719
<b>Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension</b>	<b>27 842</b>	17 475
<b>Valeurs mobilières</b>		
Compte de placement	31 450	24 775
Compte de négociation	71 713	54 890
	<b>103 163</b>	79 665
<b>Prêts</b>		
Prêts hypothécaires résidentiels	52 885	52 566
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	45 696	43 185
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	23 154	24 319
	<b>121 735</b>	120 070
Provision globale pour pertes sur créances (note 2)	(1 750)	(2 012)
Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances)	<b>119 985</b>	118 058
<b>Divers</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 886	6 645
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	32 659	28 451
Actifs incorporels	2 570	2 737
Écart d'acquisition	2 272	2 263
Terrains, constructions, matériel et mobilier	1 360	1 417
Autres actifs	12 434	9 102
	<b>57 181</b>	50 615
<b>Total de l'actif</b>	<b>316 236 \$</b>	273 532 \$
<b>Passif</b>		
<b>Dépôts</b>		
Particuliers	106 774 \$	105 996 \$
Banques	18 185	11 958
Entreprises et gouvernements	80 656	64 926
	<b>205 615</b>	182 880
<b>Divers</b>		
Acceptations	5 886	6 645
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	20 070	15 346
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	16 825	7 845
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	31 783	28 000
Autres passifs	15 575	12 568
	<b>90 139</b>	70 404
<b>Effets et débiteurs subordonnés (note 4)</b>	<b>5 696</b>	5 887
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>1 250</b>	1 250
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital social (note 5)		
Actions privilégiées	1 522	1 535
Actions ordinaires (657,6 millions d'actions émises et en circulation au 1 <sup>er</sup> trimestre de 2004 et 656,3 au quatrième trimestre de 2003)	3 192	3 179
Surplus d'apport	12	9
Gain (perte) de change	(57)	(130)
Bénéfices non répartis	8 867	8 518
	<b>13 536</b>	13 111
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>316 236 \$</b>	273 532 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE** (non vérifié)

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les	
	31 janvier 2004	31 janvier 2003
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Revenu net	603 \$	347 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets		
Provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(104)	112
Amortissement	68	74
Amortissement des actifs incorporels	170	212
Charge au titre des options sur actions	3	2
Gains nets sur valeurs du compte de placement	(45)	(5)
Variations des actifs et passifs d'exploitation		
Impôts sur les bénéficiés futurs	(23)	(121)
Impôts sur les bénéficiés exigibles de l'exercice	(540)	238
Intérêts à recevoir et à payer	125	294
Valeurs du compte de négociation	(16 823)	(11 445)
Gains non réalisés et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	(4 208)	(4 592)
Pertes non matérialisées et montants à payer sur les contrats de dérivés	3 783	7 436
Divers	146	(1 905)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(16 845)	(9 353)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Dépôts	22 735	17 048
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	8 980	5 808
Valeurs mobilières vendues à découvert	4 724	3 205
Émission d'effets et de débetures subordonnés	–	2
Remboursement d'effets et de débetures subordonnés	(148)	(27)
Effets et débetures subordonnés (acquis)/vendus aux fins de négociation	(43)	–
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	35	8
Actions ordinaires émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	76	63
Actions ordinaires (acquises)/vendues aux fins de négociation	(98)	–
Actions privilégiées (acquises)/vendues aux fins de négociation	(13)	–
Dividendes versés sur – actions privilégiées	(21)	(23)
– actions ordinaires	(209)	(181)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	36 018	25 903
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Dépôts productifs d'intérêts	(45)	(2 808)
Variation des valeurs du compte de placement		
Achats	(10 036)	(7 267)
Produit tiré des échéances	691	1 918
Produit tiré des ventes	2 715	4 591
Variation des activités de crédit		
Montage et acquisitions	(33 334)	(38 443)
Produit tiré des échéances	29 396	37 088
Produit tiré des ventes	1 220	93
Produit des titrisations de prêts	895	1 329
Terrains, constructions, matériel et mobilier	(11)	27
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	(10 367)	(13 387)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(18 876)	(16 859)
Incidence du taux de change sur les espèces et quasi-espèces	4	(20)
Variations nettes des espèces et quasi-espèces	301	(329)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 468	1 902
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période représentées par l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>1 769 \$</b>	<b>1 573 \$</b>
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>		
Montant des intérêts payés au cours de la période	1 299 \$	1 546 \$
Montant des impôts sur les bénéficiés payés (recouvrés) au cours de la période	824	(34)
Dividendes par action ordinaire	0,32 \$	0,28 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES (non vérifié)

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les	
	31 janvier 2004	31 janvier 2003
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	1 535\$	1 485 \$
Gain (perte) de change sur les actions émises en une monnaie étrangère	–	(8)
Incidence des actions acquises/vendues aux fins de négociation ( <b>note 1c</b> )	(13)	–
Solde à la fin de la période	1 522	1 477
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde au début de la période	3 179	2 846
Produit des actions émises à l'exercice d'options	35	8
Produit des actions émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	76	63
Incidence des actions acquises/vendues aux fins de négociation ( <b>note 1c</b> )	(98)	–
Solde à la fin de la période	3 192	2 917
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde au début de la période	9	–
Charge au titre des options sur actions	3	2
Solde à la fin de la période	12	2
<b>Gain ou perte de change</b>		
Solde au début de la période	(130)	418
Gains (pertes) de change découlant de placements dans des filiales et autres éléments	169	(184)
Gains (pertes) de change découlant des activités de couverture	(151)	180
(Provision pour) économie d'impôts sur les bénéfices	55	(44)
Solde à la fin de la période	(57)	370
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de la période	8 518	8 292
Revenu net	603	347
Dividendes sur actions privilégiées	(21)	(23)
Dividendes sur actions ordinaires	(209)	(181)
Cessation du régime de rémunération à base d'actions	(24)	–
Solde à la fin de la période	8 867	8 435
<b>Total de l'avoir en actions ordinaires</b>	<b>12 014</b>	<b>11 724</b>
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>13 536 \$</b>	<b>13 201 \$</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2003. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2003, à l'exception des éléments décrits à la note 1. Les états financiers intermédiaires consolidés contiennent tous les rajustements qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires pour une présentation fidèle des résultats pour la période présentée.

### Note 1 : Modifications de convention comptable

#### a) Relations de couverture

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2003, la Banque a adopté la note d'orientation concernant la comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) relative aux relations de couverture. Cette note d'orientation, qui établit les conditions à réunir pour pouvoir appliquer la comptabilité de couverture aux instruments dérivés, se fonde sur un bon nombre de conditions décrites dans la norme comptable américaine relativement aux instruments dérivés et aux activités de couverture. La note d'orientation traite particulièrement de l'identification, de la désignation, de la documentation et de l'efficacité des relations de couverture aux fins de l'application de la comptabilité de couverture et de la cessation de la comptabilité de couverture.

Les dérivés autres que de négociation de la Banque qui ont été désignés dans le cadre d'une relation de couverture ont été considérés comme efficaces d'après la note d'orientation. Toutefois, les relations de couverture inefficaces et les couvertures qui n'ont pas été désignées dans le cadre d'une relation de couverture ont été comptabilisées à la juste valeur et entraîneront une volatilité des revenus. L'incidence sur les résultats des dérivés non admissibles à l'application de la comptabilité de couverture est de 13 millions de dollars après impôts et taxes pour le premier trimestre de 2004.

Depuis l'adoption de la note d'orientation, le portefeuille de swaps de défauts de crédit de la Banque, dont la valeur nominale au 1<sup>er</sup> novembre 2003 est de 4 milliards de dollars, n'est plus admissible à la comptabilité de couverture et est comptabilisé à la juste valeur. La perte transitoire de 32 millions de dollars en découlant a été reportée et sera constatée dans les résultats de la même période que les gains, pertes, revenus ou charges connexes liés à l'élément couvert à l'origine.

En outre, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2003, la Banque a modifié de façon prospective sa convention comptable relativement aux engagements de taux d'intérêt pour les comptabiliser à la juste valeur. Les couvertures sur les engagements de taux d'intérêt sont également comptabilisées à la juste valeur. Le coût initial d'engagement, déduction faite des gains, est reporté et amorti sur la durée de vie de l'hypothèque sous-jacente. La Banque ne prévoit pas de volatilité des revenus découlant de cette modification de convention comptable.

#### b) Contrats de dépôt indexés sur actions

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA relative aux contrats de dépôt indexés sur actions. Cette note d'orientation touche certaines obligations de la Banque en matière

de dépôt qui varient selon le rendement de certains placements en actions ou indices boursiers, qui pourraient être assujetties à un montant minimum de rachat garanti et qui intègrent un dérivé. Par conséquent, la Banque comptabilise le dérivé intégré dans ces obligations de verser un montant variable à la juste valeur en constatant dans les résultats les variations de la juste valeur au fur et à mesure qu'elles se produisent. Un ajustement transitoire de 103 millions de dollars a été entièrement radié par la constatation de la juste valeur des dérivés utilisés pour couvrir le dérivé intégré dans le contrat de dépôt indexé sur actions. La Banque ne prévoit aucune volatilité future des revenus comme conséquence de cette modification comptable étant donné que la couverture des dérivés intégrés est efficace.

#### c) Principes comptables généralement reconnus

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la nouvelle norme comptable de l'ICCA relativement aux principes comptables généralement reconnus. Cette nouvelle norme comptable établit des normes pour la communication d'une information financière, décrit ce que sont les principes comptables généralement reconnus du Canada et indique quelles sont les sources de ces principes. La norme donne également des indications sur les sources à consulter lors du choix des conventions comptables et à employer ou de la détermination des informations à fournir dans les cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des principes comptables généralement reconnus. La nouvelle norme comptable a fait en sorte que les actions détenues par la Banque comme couvertures économiques dans le portefeuille de négociation; auparavant présentées comme actifs détenus à des fins de négociation, ont été reclassées comme déduction de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires. Au 31 janvier 2004, la Banque avait déduit 111 millions de dollars des capitaux propres relativement aux actions de la Banque détenues par les Services bancaires en gros. L'incidence de cette modification n'est pas significative pour les états consolidés intermédiaires des résultats.

#### d) Dépréciations d'actifs à long terme

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la norme comptable de l'ICCA portant sur les dépréciations d'actifs à long terme. Cette nouvelle norme exige que la dépréciation soit mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur. D'après la nouvelle norme, aucun actif à long terme de la Banque n'a subi de dépréciation.

**Note 2 : Provision globale pour pertes sur créances**

La provision globale pour pertes sur créances de la Banque aux 31 janvier 2004 et 2003 est présentée dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars)	31 janvier 2004				31 janvier 2003			
	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Provision globale sectorielle	Total	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Provision globale sectorielle	Total
Solde au début de l'exercice	487 \$	984 \$	541 \$	2 012 \$	1 074 \$	1 141 \$	1 285 \$	3 500 \$
Provision pour (recouvrements de) pertes sur créances imputée à l'état consolidé intermédiaire des résultats	96	–	(200)	(104)	112	–	–	112
Transfert de la provision globale sectorielle à la provision globale spécifique	64	–	(64)	–	236	–	(236)	–
Radiations <sup>1</sup>	(232)	–	–	(232)	(165)	–	–	(165)
Recouvrements	26	–	32	58	27	–	–	27
Divers, y compris les variations du taux de change	9	–	7	16	(13)	–	(17)	(30)
<b>Provision globale pour pertes sur créances à la fin de la période</b>	<b>450 \$</b>	<b>984 \$</b>	<b>316 \$</b>	<b>1 750 \$</b>	<b>1 271 \$</b>	<b>1 141 \$</b>	<b>1 032 \$</b>	<b>3 444 \$</b>

<sup>1</sup> Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2004, aucune radiation n'a été effectuée à l'égard des prêts restructurés (22 millions de dollars au premier trimestre de 2003).

**Note 3 : Titrisations de prêts**

Au cours du premier trimestre de 2004, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement par la création de titres adossés à des créances hypothécaires de 1 042 millions de dollars (1 600 millions de dollars au premier trimestre de 2003). La Banque a conservé les droits visant les intérêts excédentaires futurs sur les prêts hypothécaires résidentiels évalués à 26 millions de dollars (33 millions de dollars au premier trimestre de 2003) et a reçu des flux de trésorerie sur les droits conservés de 35 millions de dollars (18 millions de dollars au premier trimestre de 2003). Le gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération et des charges et avant les incidences des couvertures sur les actifs vendus, s'est établi à 4 millions de dollars (12 millions de dollars au premier trimestre de 2003). La Banque continue d'assurer la gestion des hypothèques. Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits vendus et conservés comportaient un taux de remboursement anticipé de 20,0% (20,0% au premier trimestre de 2003), un rendement à répartir de 1,2% (0,7% au premier trimestre de 2003) et un taux d'actualisation de 7,3% (6,2% au premier trimestre de 2003). Aucune perte sur créances n'est prévue car les hypothèques sont garanties par le gouvernement.

Au cours du trimestre, la Banque a également titrisé 1 500 millions de dollars de créances au titre de cartes de crédit et a conservé les droits visant les intérêts excédentaires futurs sur les créances évalués à 27 millions de dollars. Le gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération et des charges, s'est établi à 25 millions de dollars. La Banque continue d'assurer la gestion des créances au titre des cartes de crédit. Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits vendus et conservés comportaient un taux de remboursement anticipé mensuel de 39,4%, un taux d'actualisation de 4,4% et des pertes sur créances prévues de 3,0%.

En outre, au cours du premier trimestre de 2004, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires commerciaux de 318 millions de dollars (577 millions de dollars au premier trimestre de 2003). La Banque a conservé les droits visant les intérêts excédentaires futurs, les tranches de titres subordonnés et un compte de réserve de 1 million de dollars (6 millions de dollars au premier trimestre de 2003) sur les prêts hypothécaires commerciaux titrisés évalués à 42 millions de dollars (310 millions de dollars au premier trimestre de 2003). Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits conservés comportaient un taux de remboursement anticipé de 5,0% (5,0% au premier trimestre de 2003), un taux d'actualisation de 4,9% (4,6% au premier trimestre de 2003) et des pertes sur créances prévues de 0,06% (0,06% au premier trimestre de 2003). La Banque continue d'assurer la gestion de prêts hypothécaires commerciaux titrisés de 42 millions de dollars (310 millions de dollars au premier trimestre de 2003) dans lesquels elle a conservé des droits. Le gain à la vente de tous les prêts hypothécaires commerciaux titrisés, déduction faite des frais de l'opération et des charges et avant l'incidence des couvertures sur les actifs vendus, s'est établi à 11 millions de dollars (11 millions de dollars au premier trimestre de 2003).

Au cours du premier trimestre de 2004, il y a eu des échéances sur prêts et créances précédemment titrisés de 1 965 millions de dollars (848 millions de dollars au premier trimestre de 2003). Ainsi, le produit net tiré des titrisations de prêts s'est dégagé à 895 millions de dollars (1 329 millions de dollars au premier trimestre de 2003).



**Note 4 : Débentures et billets subordonnés**

Le 15 décembre 2003, la Banque a remboursé 150 millions de dollars des débentures subordonnées à 8,0 % arrivées à échéance.

**Note 5 : Capital social**

(en milliers d'actions)	31 janvier 2004	31 octobre 2003
Actions privilégiées <sup>1</sup> émises par la Banque :		
Catégorie A – série H	8 630	9 000
Catégorie A – série I	16	16
Catégorie A – série J	16 384	16 384
Catégorie A – série M	13 948	14 000
Catégorie A – série N	7 945	8 000
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD :		
Série A	350	350
Actions ordinaires <sup>2</sup> – en circulation	657 601	656 261
Options sur actions ordinaires – en circulation	24 860	24 380

<sup>1</sup> 477 actions privilégiées détenues par des filiales de la Banque ont été déduites du capital social.

<sup>2</sup> 2 237 actions ordinaires détenues par des filiales de la Banque ont été déduites du capital social.

**Note 6 : Rémunération à base d'actions**

Pour le premier trimestre de 2004, la Banque a constaté une charge de rémunération de 3 millions de dollars pour des attributions d'options sur actions dans les états consolidés intermédiaires des résultats. La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution des options d'après le modèle d'évaluation de

Black et Scholes et selon les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 4,10 %, durée prévue des options de 5,0 ans, volatilité prévue de 27,6 %, et rendement prévu de 2,93 %. Au cours du premier trimestre de 2004, 2,4 millions d'options ont été attribuées dont la juste valeur moyenne pondérée est de 9,26 \$ l'option.

**Note 7 : Informations sectorielles**

La Banque mène ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de ces secteurs pour les

trois mois terminés les 31 janvier 2004 et 2003 sont présentés dans le tableau ci-après.

**Résultats par secteur d'activité**

(en millions de dollars)	Services bancaires personnels et commerciaux		Services bancaires en gros <sup>1,2</sup>		Gestion de patrimoine		Siège social <sup>1,2</sup>		Total	
	31 janvier 2004	31 janvier 2003	31 janvier 2004	31 janvier 2003	31 janvier 2004	31 janvier 2003	31 janvier 2004	31 janvier 2003	31 janvier 2004	31 janvier 2003
<i>Pour les trois mois terminés les</i>										
Revenu d'intérêts net	1 038 \$	1 032 \$	394 \$	293 \$	118 \$	106 \$	(74) \$	(41) \$	1 476 \$	1 390 \$
Provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	106	123	7	2	–	–	(217)	(13)	(104)	112
Autres revenus	486	433	226	297	557	468	44	(29)	1 313	1 169
Frais autres que d'intérêts, avant amortissement des actifs incorporels	884	865	352	343	499	505	20	32	1 755	1 745
Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	534	477	261	245	176	69	167	(89)	1 138	702
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices	175	168	80	88	61	31	17	(88)	333	199
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	–	–	–	–	–	23	23	23	23
<b>Revenu net (perte nette) – avant amortissement des actifs incorporels</b>	<b>359 \$</b>	<b>309 \$</b>	<b>181 \$</b>	<b>157 \$</b>	<b>115 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>127 \$</b>	<b>(24) \$</b>	<b>782 \$</b>	<b>480 \$</b>
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices									179	133
<b>Résultat net comme présenté</b>									<b>603 \$</b>	<b>347 \$</b>
<i>Total de l'actif (en milliards de dollars)</i>										
– bilan	117,1 \$	111,4 \$	158,4 \$	161,3 \$	22,3 \$	19,8 \$	18,4 \$	18,9 \$	316,2 \$	311,4 \$
– titrisé	25,7	22,3	–	0,2	–	–	(7,2)	(6,9)	18,5	15,6

<sup>1</sup> Les résultats des secteurs Services bancaires en gros et Siège social ont été redressés afin de tenir compte du transfert au secteur Siège social du portefeuille de prêts secondaires.

<sup>2</sup> Le rajustement selon l'équivalence fiscale est présenté dans les résultats du secteur Services bancaires en gros et éliminé du secteur Siège social.

**Note 8 : Acquisitions**

Le 20 janvier 2004, la Banque a annoncé la signature d'une entente en vue d'acquérir les activités canadiennes d'assurance de dommages aux particuliers du Groupe Liberté Mutuelle de Boston. L'opération est

sujette aux approbations réglementaires et la clôture est prévue pour avril 2004.

**Note 9 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis**

Les conventions comptables suivies par la Banque, y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada, sont conformes aux principes comptables

généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les principaux écarts entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis sont décrits ci-dessous.

(en millions de dollars)	<i>Pour les trois mois terminés le</i> 31 janvier 2004
Revenu net selon les PCGR du Canada	603 \$
Part des actionnaires sans contrôle dans Société d'investissement hypothécaire TD	(6)
Instruments dérivés et activités de couverture	(75)
Garanties	(2)
<b>Revenu net selon les PCGR des É.-U.</b>	<b>520</b>
Dividendes sur actions privilégiées	15
<b>Revenu net applicable aux actions ordinaires selon les PCGR des É.-U.</b>	<b>505 \$</b>
Revenu de base par action ordinaire – PCGR des É.-U.	0,77 \$
– PCGR du Canada	0,89
Revenu dilué par action ordinaire – PCGR des É.-U.	0,77 \$
– PCGR du Canada	0,88

**Consolidation des entités à détenteurs de droits variables**

En date du 31 janvier 2004, la Banque a adopté l'interprétation américaine sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables. En vertu de cette interprétation, la Banque doit identifier les entités à détenteurs de droits variables dans lesquelles elle

détient un droit, déterminer si elle en est le principal bénéficiaire et, le cas échéant, les consolider. Cette interprétation n'a pas eu d'incidence importante sur le revenu net du premier trimestre de 2004, mais pourrait en avoir une au cours des prochains trimestres.

**Note 10 : Futures modifications comptables****Consolidation des entités à détenteurs de droits variables**

Le Conseil des normes comptables du Canada entend modifier sa note d'orientation concernant la comptabilité portant sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables dans le but de l'harmoniser avec une interprétation récemment publiée aux États-Unis. La note d'orientation modifiée devrait entrer en vigueur pour l'exercice 2005 de la Banque. Les premières évaluations de la Banque sur l'incidence de l'adoption de la note d'orientation modifiée se présentent comme suit.

*Actifs générés par la Banque*

D'après une évaluation préliminaire, la Banque devra consolider des actifs titrisés générés par la Banque de 4 milliards de dollars. La Banque poursuit l'étude des solutions de restructuration pour ces actifs.

*Actifs générés par des tiers*

D'après une évaluation préliminaire, la Banque pourrait devoir consolider des actifs générés par des tiers d'environ 8 milliards de dollars. La Banque poursuit l'étude des solutions de restructuration relativement aux actifs générés par des tiers.

*Fonds communs de placement*

Les fonds communs de placement au Canada peuvent être considérés comme des entités à détenteurs de droits variables, mais il est peu probable que les promoteurs de la Banque puissent être considérés comme les principaux bénéficiaires. La Banque est le promoteur de plusieurs fonds communs de placement dont l'actif est d'environ 49 milliards de dollars.

*Fiducies pour les régimes de rémunération*

Certains régimes de rémunération à base d'actions de la Banque sont financés au moyen de fiducies établies à cette fin. Il est raisonnablement possible que la Banque soit considérée comme le principal bénéficiaire de ces fiducies et qu'elle devra par conséquent les consolider.

*Structures de capital innovatrices*

Les structures de capital innovatrices de la Banque comprennent généralement la création d'une fiducie dont les titres comportant droit de vote sont entièrement détenus par des promoteurs de la Banque, et la fiducie émet aux investisseurs des participations avec droit de propriété réel sous la forme de titres de fiducie. La Banque comptabilise actuellement ces titres dans les états financiers consolidés intermédiaires comme part des actionnaires sans contrôle. Ces structures seront vraisemblablement considérées comme des entités à

détenteurs de droits variables d'après la note d'orientation modifiée et la façon dont elles sont structurées déterminera si elles doivent continuer d'être consolidées. Le traitement du capital réglementaire de ces structures ne sera pas touché.

*Autres opérations financières*

La Banque participe également à d'autres entités ou structures comme des fiducies personnelles et instruments de placement et continue d'évaluer l'incidence de la nouvelle note d'orientation sur ces opérations.

**Passifs et capitaux propres**

L'ICCA a récemment publié des modifications à sa norme comptable intitulée Instruments financiers – informations à fournir et présentation qui entreront en vigueur pour l'exercice 2005 de la Banque. Par suite de ces modifications, la Banque devra reclasser ses actions privilégiées existantes et son capital innovateur de catégorie 1 à titre de passifs. Par conséquent, les dividendes sur actions privilégiées de la Banque seront présentés comme une charge d'intérêts et les revenus attribuables aux actions ordinaires ne seront pas touchés. Aux fins du capital réglementaire, les instruments de capitaux propres existants de la Banque bénéficient d'une règle de droit acquis adoptée par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada, et les ratios de capital de la Banque ne sont pas touchés..

**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

En 2003, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui s'appliquera à la Banque à compter de l'exercice 2005. La norme, qui est harmonisée à la norme américaine actuelle, exige que soit constaté à la juste valeur un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation dans la période au cours de laquelle le passif est engagé.

**Comptabilisation pour les services de banque d'affaires**

Au cours de 2003, le Conseil des normes comptables du Canada a modifié sa norme comptable relativement aux filiales afin que ne puisse plus être considérée comme un placement temporaire une entreprise que l'on acquiert dans l'intention manifeste de la céder dans un avenir prévisible. Par conséquent, à compter de l'exercice 2005, la Banque commencera à comptabiliser à la valeur de consolidation les placements détenus dans le portefeuille des services de banque d'affaires s'ils ont une incidence importante. La Banque ne prévoit pas actuellement que cette modification comptable aura une incidence importante sur le revenu net.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

---

### Services aux actionnaires

Appeler le Service de relations avec les actionnaires au 416 944-6367 ou sans frais au 1 866 756-8936 ou par courriel : [tdshinfo@td.com](mailto:tdshinfo@td.com).

On peut aussi joindre les Services aux actionnaires sans frais au Canada ou aux États-Unis :

1 800 4NEWS-TD (1 800 463-9783).

À Toronto, composer : 416 982-NEWS [416 982-6397].

Internet – site Web : [www.td.com](http://www.td.com)

Internet – courrier électronique : [customer.service@td.com](mailto:customer.service@td.com)

### Renseignements généraux

Finances : Communiquer avec les Affaires internes et publiques au 416 982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : 1 866 233-2323

Anglais : 1 866 567-8888

Cantonais/mandarin : 1 800 328-3698

Service téléphonique à l'intention des

malentendants : 1 800 361-1180

### Assemblée annuelle

Le jeudi 25 mars 2004, 9h30

Shaw Conference Centre

Edmonton, Alberta

**Présentation en direct aux investisseurs :** Des états financiers complets et une présentation aux investisseurs et analystes (disponible le 26 février) sont accessibles à partir de la page d'accueil du site Web du Groupe Financier Banque TD, à l'adresse [www.td.com](http://www.td.com), onglet Investor Relations, page Presentations & Events.

**Diffusion sur le Web d'une conférence téléphonique :** Une diffusion en direct audio et vidéo par Internet de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels du Groupe Financier Banque TD avec des investisseurs et analystes est prévue pour 26 février 2004 à 14h30 HE. La conférence est diffusée sur le site Web du Groupe Financier Banque TD à l'adresse [www.td.com](http://www.td.com). De plus, des enregistrements des présentations sont archivés sur le site Web de TD et seront disponibles pour écoute pendant au moins un mois.

### Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels :

Une reprise instantanée de la téléconférence est disponible du 26 février au 26 mars 2004. Composer sans frais le 1 877 289-8525, ou le (416) 640-1917 à Toronto, mot de passe 21035727 (touche carré).

**Logiciel requis pour la diffusion sur le Web :** Un explorateur Navigator 4.5 ou Microsoft Internet Explorer 4.0 ou une version supérieure est nécessaire pour avoir accès à la diffusion sur le Web par Internet. Real Player est également requis. Pour télécharger Real Player, visiter le site [www.real.com](http://www.real.com).